

Le STS de Gignac n'en peut plus

Protection de l'enfance en crise, c'est reparti?

L'équipe du STS de Gignac a alerté par courrier en date du 12 décembre 2024 le DGS de la collectivité sur une dégradation massive de ses conditions de travail.

Ce courrier met aussi l'accent sur les conséquences de cette situation pour ces agents sur leur santé.

En effet, notre santé psychique et physique est en jeu tant au travail que sur le plan personnel. En tant que travailleurs sociaux, nous avons une déontologie et une éthique qui ne sont pas compatibles avec les conditions de travail actuelles. Notre travail consiste à évaluer, à élaborer et non pas à répondre systématiquement dans l'urgence.

L'absence de réponse favorable institutionnelle met à mal l'ensemble de l'équipe pluridisciplinaire qui ne cesse de pallier au dysfonctionnement institutionnel. Malgré la solidarité interne au service et notre engagement l'équipe enfance est épuisée. Aujourd'hui, les éducatrices se refusent de hiérarchiser les familles à accompagner ou non. La surcharge croissante de travail ne nous permet pas de mener à bien nos missions prioritaires.

Par conséquent, pour répondre à l'ensemble des difficultés décrites ci-dessus, nous demandons :

- un emploi temps plein supplémentaire à l'effectif de l'équipe ASE,
- un emploi temps plein assistante STEF,
- le remplacement de toutes les absences de manière systématique.

Faute d'une réponse satisfaisante de votre part dans un délai d'un mois à compter du 13 janvier 2024, nous envisageons, afin de défendre nos missions de service public, de déposer un préavis de grève.

Extrait du courrier

Déjà deux accidents de la route dans le cadre de déplacements professionnels, et des manifestations graves d'épuisement professionnel : stress, troubles de sommeil, pensées persistantes sur les temps personnels, tensions dans l'équipe, effondrement nerveux (pleurs, crises, tremblements...).

Ces professionnels expliquent par le contexte social et démographique les raisons d'un accroissement de leur charge de travail :

explosion du nombre d'informations préoccupantes, manque

Crise budgétaire, quels sacrifices?

Nous avons écrit au DGS que nous ne laisserons pas sacrifier les agents sur l'autel de la crise budgétaire. Ils ne doivent en aucun cas subir et souffrir des choix de la collectivité.

de places d'accueils, mesures non exercées, situations avec problématiques lourdes, démographie en augmentation.

Ils dénoncent le non remplacement des collègues absents dans un contexte de charge de travail déjà au-dessus de leurs capacités d'agir.

Anticipant les départs annoncés (retraite) ils appréhendent l'aggravation de l'exercice de leurs missions, déjà au plus mal.

Ces agents sont au bout de ce qu'ils peuvent donner, en travaillant chaque seconde de disponible, y compris lors des trajets ou sur leur temps personnel.

Leur charge de travail continue d'augmenter sans que rien ne la freine. Or leurs missions sont obligatoires et répondent à une compétence incompressible de notre collectivité : la protection de l'enfance.

Il est donc impératif que cette dernière rétablisse les effectifs nécessaires à l'exercice des missions de cette équipe.

Les agents demandent :

- un poste à temps plein supplémentaire à l'effectif de l'équipe ASE
- un poste à temps plein assistante STEF
- le remplacement de toutes les absences de manière systématique.

Nous avons écrit au DGS afin qu'il réponde dans l'urgence à cette situation et que soient mis en place toutes les solutions adaptées .

Ces derniers ont d'ores et déjà alerté sur leur volonté d'arrêter le travail via un préavis de grève s'ils n'étaient pas entendus. Ils sont arrivés au bout de leur possibilité d'ab-

sorber une telle carence de moyens.

